

Chronique d'une grève illimitée historique.

Par J.M. gréviste, employé de sous-traitant.

3 mai 2015 – www.telefonica.net, blog des grévistes des télécommunications.

Traduction Robin Goodfellow. (www.robingoodfellow.info)

Une lutte qui aurait dû se produire avant.

Tout a commencé le 28 mars à Madrid, où un groupe de travailleurs de sous-traitants, sous-sous-traitants et indépendants ou « faux indépendants », qui travaillent pour l'entreprise Telefonica-Movistar dirent « stop » à un nouveau contrat et des conditions de travail très précaires et inhumaines et décidèrent de convoquer une grève indéfinie contre le monstre des télécommunications de l'Ibex35 (*équivalent du Cac40 NDT*).

Quand commença la grève à Madrid, les signaux d'alarme se répandirent dans le reste du pays, et depuis Barcelone commença à s'organiser en commun avec Madrid la possibilité de convoquer une grève de niveau national illimitée, ce qui fut possible à partir du 7 avril.

Le 7 avril a donc commencé une lutte qui aurait dû se produire avant et qui est historique. Historique parce qu'il ne s'était jamais produit dans ce secteur une grève d'une telle dimension, affectant autant d'entreprises. Commença ainsi une grève juste, une lutte contre la précarité du travail, l'abus de pouvoir du capitalisme, l'abus de pouvoir d'un petit nombre et l'esclavage de beaucoup, l'esclavage d'une classe ouvrière qui souffre de réductions de salaires, de réduction de ses droits et de sa liberté d'expression. Cette lutte est connue comme « la révolte des échelles »¹ et donne naissance à un mouvement appelé la MAREE BLEUE².

La censure médiatique.

A son tour, cette grève a subi des injustices pour deux motifs, le premier et le plus important est le silence des grands moyens de communication, qui depuis le début ont tout fait pour cacher et boycotter l'information sur la grève. Nous savons tous que Telefonica-Movistar paie des sommes importantes en publicité, sur les chaînes de télévision, les radios et les journaux, mais les informations y sont rares. Il s'agit sans doute du plus grand annonceur publicitaire du pays mais, messieurs les journalistes, la désinformation n'est pas du journalisme. Ce qui n'est pas acceptable au XXI^e siècle, le siècle de l'information, le siècle des télécommunications, c'est que des nouvelles de ce type soient censurées parce qu'elles concernent une entreprise qui investit en publicité dans vos médias. Moi, depuis mon ignorance,

¹ L'échelle qui permet d'accéder aux installations est l'outil de travail emblématique de ces ouvriers (NDT).

² Face à l'austérité mise en place par le gouvernement espagnol et les institutions européennes, les mouvements sociaux se sont structurés par couleurs pour conduire de grandes manifestations de rues, marée blanche pour les hôpitaux, marée verte pour l'éducation... (NDT)

je crois qu'expliquer et diffuser ce que subissent plus de 15.000 travailleurs en situation précaire, en situation d'esclavage, dans une situation qui amène nombre d'entre nous au bord du gouffre, je crois, messieurs les journalistes, que cela suffit de cacher la vérité, et qu'il est temps d'expliquer une réalité, la réalité d'une entreprise qui fait des millions de bénéfices et qui exploite des travailleurs qu'elle ne reconnaît même pas comme les siens, parce qu'elle les transforme en esclaves pour obtenir de plus grands bénéfices.

Le rôle de CCOO et UGT³

Le deuxième motif injuste, mais pas le moindre, est que les grands syndicats nous mettent des bâtons dans les roues, afin de réduire cette marée bleue et l'empêcher d'atteindre ses objectifs. Si les deux grands syndicats CCOO et UGT ne travaillent pas à la défense des travailleurs, et s'emploient à calmer les salariés pour qu'ils n'atteignent pas leurs objectifs et que les patrons agissent à leur aise, alors, mesdames et messieurs, nous avons ici un autre grand problème, dans ce système capitaliste qui détruit tout sur son passage. Il nous est impossible de comprendre que, des grèves illimitées ayant été convoquées par des syndicats minoritaires comme AST, CGT et COBAS⁴, ils débarquent au dernier moment, sans même nous demander : que se passe-t-il ? que demandez-vous ? pourquoi êtes-vous dans cette situation ? se mettent à la tête du conflit sans avoir pris contact avec ces syndicats et appellent à des grèves de deux jours pendant trois semaines, complètement éloignées des demandes de ceux qui souffrent dans leur chair cette situation si précaire.

Nous leur demandons, s'ils veulent vraiment faire quelque chose pour nous, d'arrêter de diluer la lutte, d'appeler à une grève illimitée et de nous laisser entrer à la table de négociation qui ne compte actuellement pas un seul travailleur du secteur, pour y expliquer notre situation et ce que demandent les grévistes depuis 37 jours de lutte. Les grèves convoquées par CCOO et UGT sont suivies par à peine 10% des travailleurs concernés, en revanche les grèves illimitées sont suivies par 60 à 70% du personnel. Ouvrez les yeux une fois pour toutes et aidez les travailleurs, la prochaine grève, au lieu de 6 jours, devrait être ILLIMITEE, ne retardez pas le processus, ne dilatez pas le conflit, n'étouffez pas la lutte ; tout ceci, on peut le dire plus fort, mais pas plus clairement. Assez de cette aide aux patrons et à ceux qui ne respectent même pas la loi, assez de cette aide à ceux qui nous maltraitent, assez de cette aide à ceux qui détruisent des emplois dignes et précarisent des secteurs, assez s'il-vous-plaît, assez, montrons de la dignité, de la morale et des principes.

Qui est la marée bleue ? Pourquoi luttons-nous ? Comment est-on arrivé à cette situation ? Comment luttons-nous ? Quels sont nos appuis ? Que demandons-nous ?

La marée bleue, ce sont les travailleurs et travailleuses de Telefonica-Movistar qui travaillent pour les sous-traitants directs, les sous-traitants des sous-traitants, et les indépendants qui travaillent à leur tour pour ces derniers, mais qui sont en réalité de faux indépendants, qui reçoivent des commandes chaque jour comme s'ils faisaient partie du personnel, mais qui assurent leurs propres coûts en vêtements, essence, véhicules, outils, etc.

Nous luttons parce que nous sommes arrivés à une situation de précarité, d'esclavage, de perte de nos droits, à des horaires de travail de 10 à 12 heures du lundi au dimanche pour un salaire qui dans de

³ Comisiones obrerars (CCOO) et Union general de Trabajadores (UGT) sont les deux grands syndicats majoritaires espagnols, comparables à la CGT et CFTD (NDT).

⁴ Alternativa sindical de trabajadoras, Confederacion General del Trabajo, scission de la CNT (anarchiste), comisiones de base (NDT).

nombreux cas ne dépasse pas 600 à 800 Euros bruts par mois. Il y a peut-être des lecteurs qui pensent que j'exagère, mais ceci est la pure réalité de ce que nous vivons et où nous a poussé cette crise dont nous souffrons depuis 2007, mais qui n'existe pas dans notre secteur car les télécommunications sont indispensables aujourd'hui, pour nombre d'entre nous, pour toutes les entreprises qui nous entourent, nous sommes tous connectés et nous avons tous besoin de communiquer. Par conséquent, arrêtez de nous rendre esclaves pour augmenter vos bénéfices et régularisez ce secteur, qui aurait dû l'être il y a des années pour ne pas arriver à cette situation. Je répète, ce secteur n'a jamais été en crise et pour cela nous ne comprenons pas pourquoi les contrats se négocient toujours à la baisse.

Nous sommes arrivés à cette situation à la suite de la privatisation de Telefonica en 1996. Telefonica-Movistar avait un effectif de 72.000 travailleurs, dont il reste aujourd'hui environ 22.000 ; faites les comptes et regardez le nombre de postes de travail qui ont été détruits pour être remplacés par d'autres beaucoup plus précaires et d'esclavage. Avec la privatisation commencent à se produire des mises à la retraite et en pré-retraite déguisées en « plans sociaux »⁵ envers le personnel employé directement par Telefonica pour les travailleurs de plus de 50 ans. Ces pré-retraites, nous les avons tous payés et les syndicats les ont acceptés, contribuant ainsi à détruire l'emploi, la Telefonica a décidé de ne plus embaucher directement et c'est ici que nous apparaissions, sous-traitants et sous-sous-traitants de sous-traitants. Il s'établit ainsi un nouvel échelon dans la chaîne de la précarité, qui ne sera pas le dernier. Telefonica-Movistar dispose de sa propre convention collective et ce nouvel échelon créé par neuf ou dix entreprises comme Comfica, Itete, Elecnor, Cotronic, Abentel, Cobra, Montelnor, Liteyca, Teleco a été intégré à la convention collective de la métallurgie, qui ne colle pas avec notre secteur et qui en plus ne s'en occupe pas.

Comment fonctionne la relation entre Telefónica-Movistar et ces entreprises ? C'est assez facile à expliquer. Il existe entre elles un contrat commercial appelé « contrat de boucle », et qui est renouvelé à la baisse tous les trois ou quatre ans. La goutte qui a fait déborder le vase a été le dernier contrat qui est entré en vigueur le 1^{er} mai 2015. Je vous donnerai un exemple pour que vous voyiez la situation où nous sommes arrivés. Dans notre secteur, Telefónica-Movistar a inventé un système de mesure du rendement qui fonctionne par points et assimile un point à une heure de travail. Chaque tâche que nous réalisons a un barème distinct, lequel a été modifié à chaque nouveau contrat, au bon vouloir de Telefonica, sans mesurer les temps de production. L'exemple ou mieux les exemples que je vais donner dont le reflet de l'abus de pouvoir de la part de la multinationale et de la soumission des entreprises sous-traitantes. Pour que l'on se fasse une idée, les barèmes de 2006 disaient qu'une installation de ligne d'un opérateur comme Jazztel, ONO, Orange, Vodafone... était côté 4,07 points, nécessitant d'en faire au moins trois pour être rentable, selon nos entreprises. Aujourd'hui, avec le nouveau contrat, le barème est de 0,47 points ce qui nous oblige à en faire 21 pour atteindre cette même rentabilité. En 9 ans, on nous a augmenté de 700% la production, conditions impossibles à assurer faute de temps. Il existe en plus d'autres séries de travaux dont la valeur est comptée à zéro ce qui signifie que nous les réalisons gratuitement.

Face à ces « contrats de boucle », nos entreprises ont décidé de reproduire ce que Telefónica-Movistar avait fait pour elles et en 2012 se créa un nouvel échelon, encore plus précaire et plus esclave que le précédent. Beaucoup de ces entreprises ne sont pas dans la convention de la métallurgie, mais dans d'autres qui reflètent encore moins la réalité du secteur. Parmi ces sous-traitants de sous-traitants, il y a une majorité d'entreprises qui ne respectent pas les règlements de sécurité, les temps de travail et n'engagent pas leurs travailleurs pour 40 heures hebdomadaires comme l'exige la loi, mais qui leur

⁵ ERE (Expediente de Regulacion de Empleo) en Espagne (NDT)

proposent des contrats de deux heures pour travailler en réalité 10 ou 12 heures payées au noir, contribuant ainsi à faire perdre de l'argent à l'état, des sommes incalculables, mais je vous assure cela se compte en millions d'Euros. Cependant, donnant un tour d'écrou supplémentaire, ces sous-sous-traitants dont décidé de créer un autre échelon encore plus précaire et esclavagiste, le nommé « entrepreneur » par beaucoup d'hommes politiques, « autonomes » (indépendants NDT) par les patrons et « faux autonomes, ce qui correspond à leur réalité.

La substitution d'un personnel stable par de faux indépendants.

Qu'est-ce qu'un faux indépendant ? C'est ce travailleur qui, en grande majorité, faisait partie du personnel du sous-traitant et qui a été mis à la porte au moment de la fin du contrat avec le donneur d'ordre, puisqu'il n'y avait plus de travail, et à qui on a proposé l'idée géniale de toucher d'un coup ses allocations chômage plus une petite indemnisation, de s'acheter ses propres outils et de continuer à travailler en étant son propre patron, mais soumis comme le reste du personnel, et sans vacances, sans primes, sans congés maladies, c'est-à-dire à coût zéro et avec beaucoup de profit pour le donneur d'ordre. L'accord parfait, main d'œuvre à coût zéro et que celui d'en bas se cherche de qui survivre.

D'un autre côté, en voyant ce qui a été vécu de bien dans cette grève, je dois dire que de mon humble point de vue, de mon ignorance, je suis resté bouche bée devant le puissant soutien reçu de la part des mouvements sociaux, des universités... Jamais je n'avais senti tant d'appui et de solidarité sans contrepartie, je ne peux pas raconter toutes les paroles que m'ont enseignées ces 27 jours de grève et tout ce que je suis arrivé à sentir de tous ces collectifs qui ont fait que la « révolution des échelles » ne soit pas seulement une lutte de la marée bleue, mais une lutte de tous et toutes. Les gens ont rempli les caisses de solidarité, ont donné les recettes de repas populaires, recettes de concerts, des dons de comités d'entreprise, etc. Je souhaite remercier vivement tous ces collectifs et leur dire que nous sommes restés sans voix, et que sans vous nous n'aurions jamais pu atteindre autant de jours de lutte. D'un autre côté, je dis à la marée bleue que nous ne sommes pas seuls et que l'impulsion dont nous avons besoin chaque jour, ces collectifs sont là pour nous la donner. Ne jetez pas l'éponge, nous n'avons rien à perdre, nous avons perdu toutes nos conditions de travail, tous nos droits, nous avons perdu la peur, au moins ne perdons pas la dignité, ni la possibilité de vivre une vie meilleure aux côtés des nôtres.

Avant de conclure en disant ce que nous demandons, je voudrais dire à Telefónica-Movistar que, oui, cette lutte la concerne et qu'elle nous reconnaisse comme ses travailleurs. Aux entreprises en contrat avec Telefónica-Movistar, qui sont leurs marionnettes, qu'ils fassent pression pour qu'elle s'assoit à la table des négociations, car sinon nous n'arriverons jamais à un accord. Aux grands syndicats CCOO et UGT, qu'ils nous rendent le service de ne pas s'immiscer dans le conflit sauf à vouloir aider réellement, en acceptant notre liste de revendications. Aux syndicats minoritaires, leur dire merci pour avoir mis à notre disposition tous leurs moyens. Aux associations pour faire de notre lutte la leur et nous apporter leur soutien. A la classe politique, dire que les lois qu'elle approuve ne bénéficient qu'à quelques-uns et en déroutent beaucoup, vous devriez arrêter de faire la sourde oreille au peuple et arrêter de favoriser vos amis que vous faites ensuite entrer dans les multinationales par les portes tournantes. Et une chose est bien claire : si vous voulez aider la classe ouvrière, faites-le, mais ne nous utilisez pas pour faire votre campagne électorale dans les élections qui viennent, car l'aide est nécessaire maintenant, et le sera encore après, pour renverser cette situation qui n'affecte pas seulement la marée bleue, mais de nombreux autres collectifs qui sont encore silencieux, mais qui d'ici peu se rendront compte qu'ils doivent sortir dans la rue pour défendre leurs droits. Cette crise, ce n'est pas à nous de la payer. A tous mes camarades, je dis que cette lutte nous

la GAGNERONS. Il n'y a pas de retour en arrière, nous n'avons pas peur, ce sont eux qui ont peur, car nous contrôlons les communications du pays.

Pour finir, j'aimerais donner un conseil à tous les employés directs des sous-traitants, dont je fais partie. Pour tous ceux qui disent qu'ils se contentent de ce qu'ils ont aujourd'hui et que cette grève n'est pas la leur, leur dire que nos effectifs diminuent chaque jour et qu'un jour toi aussi, qui dit cela, tu seras licencié parce que tu ne donneras pas le rendement espéré, c'est-à-dire que tu seras trop cher pour ton entreprise, par rapport à un indépendant. Qu'est-ce qu'il te restera, camarade, après ça ? Rejoindre le sous-sous-traitant en cotisant deux heures à la sécurité sociale, et quand tu prendras ta retraite, tu te rappelleras de ce que je t'ai dit, ou tu deviendras un faux indépendant, rendu esclave toute la journée pour quelques euros, et là aussi tu te rappelleras avoir lu ce que j'ai écrit. Une fois arrivé à ce point tu diras aux autres faux indépendants : « hé les gars, on arrête ? ». Et je te réponds pour eux : « nous l'avons déjà essayé une fois et ça n'a pas marché ». A tous les autres camarades, dire qu'ils ne jettent pas l'éponge. Jusqu'à ce que nous ayons un secteur de travail digne, nous ne reprendrons pas le travail, et on ne trouve pas du jour au lendemain 15.000 personnes qui savent installer et réparer des lignes téléphoniques et de fibre optique.

Ainsi, camarades, sortez du coin où vous êtes mis, et luttiez pour vos postes de travail DIGNES. Quant à nous, au moins quand cette lutte se terminera nous pourrons aller la tête haute, pendant que les jaunes, qui en sont arrivés à se camoufler pour travailler, ne seront pas capables de nous regarder en face. A ces jaunes, je leur dis aussi de faire attention, car quelques entreprises sont en train de licencier des gens qui n'ont pas fait grève, et donc il se pourrait que le prochain ce soit toi.

Que demandons-nous ?

(Cette partie a été résumée par nos soins NDT)

PROPOSITION DE COORDINATION NATIONAL DES ASSEMBLEES EN GREVE ILLIMITEE

Font partie du secteur :

- Telefonica
 - Les entreprises sous-traitantes et leur personnel
 - Les sous-traitants de ces entreprises et leur personnel
 - Les indépendants qui travaillent pour les précédents
- 1) Dénonciation du dernier accord de la Telefonica. Exigences de semaines de travail légales de 40 heures et de salaires décents. Mesure du barème des tâches par un organisme indépendant.
 - 2) Sortie de la convention de la métallurgie qui ne représente que très imparfaitement le secteur et création d'un secteur de négociations des télécommunications.
 - 3) Réintégration des travailleurs des sous-traitants, sous-traitants de sous-traitants et indépendants aux effectifs de Telefonica.
 - 4) Cette réintégration s'entend à effectif constant, sans aucun licenciement pour fait de grève
 - 5) Limitation du travail du week-end et de nuit aux dépannages et urgences, avec rotation des effectifs de garde dans la limite d'une garde par mois.

- 6) Renforcement des dispositifs de sécurité, dont les coûts seront assumés par les entreprises